

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : 28 mai 2021

Date d'affichage : 28 mai 2021

OBJET :	Compte Personnel d'Activité :
	Prise en charge de frais supplémentaires pédagogiques

L'an deux mille vingt et un, le quatre juin, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

Présents :	Michel VENIAT, Alexandra PULLIAT, Romain MERVILLE, Régine GUILAIN, Francis WOJTOWICZ, Rossana CARLIER, André CROMBEZ, Danielle CHOTEAU, Daniel TISON, Catherine ESTAUQUET, Dominique JOHN, Brigitte DUBOIS, Jean- Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Yves PETIT, Patrick ZIATKOWSKI, Béatrice BOUDRY, Régis FASSART, Guillaume LECARPENTIER, Séga SOUMARE, Mathilde LARGILLET, Sami JOURNET, Michelle BLEUSE, Julien FRANQUET, Caroline VARLET, Cédric NOULIN, Virginie CARLIER
Absents ayant donné pouvoir :	Me CARBOULET a donné procuration à Me CHOTEAU Me EGELE a donné procuration à Me CHOTEAU Mr BRAHMA a donné procuration à Mr VENIAT Me KULCZYCKI a donné procuration à Mr LECARPENTIER Mr OMIETANSKI a donné procuration à Me VARLET
Absents :	Laurence SALVA
Secrétaire de séance :	Brigitte DUBOIS

Nombre de	En exercice :	33	Vote :	Pour :	32 / 32
Conseillers	Présents :	27		Contre :	0 / 32
Municipaux :	Votants :	27 + 5 procurations		Abstentions :	0 / 32

Présentation :

Lors de sa réunion en date du 6 juin 2018, le Conseil Municipal a émis un avis favorable à la prise en charge des frais pédagogiques se rattachant à la formation suivie au titre du compte personnel d'activité, dans la limite de 300 € par an et par agent, plafonné à 1500 € dans les conditions qui suivent la prise en charge des frais pédagogiques se rattachant à la formation mise en œuvre au titre du CPF. Celle-ci sera considérée au prorata des droits acquis et inscrits au 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle la demande est présentée et sous réserve de production par l'agent d'un projet professionnel fondant sa demande élaborée avec un conseiller formation de la collectivité ou du CDG59.

En cas de constat d'absence du suivi de tout ou partie de la formation, sans motif valable, l'agent devra rembourser les frais pédagogiques au prorata temporis.

L'assemblée a également décidé de ne pas prendre en charge les frais occasionnés par le déplacement, la restauration et l'hébergement des agents lors de ces formations sauf si elle correspond à un projet de service validé par l'Autorité Territoriale.

Il a été décidé lors de cette même réunion qu'une prise en charge supplémentaire des frais pédagogiques, de déplacement, de restauration ou d'hébergement pourra être envisagée, après décision du Conseil municipal, si un agent demande une formation destinée à permettre le maintien de son employabilité et la sécurisation de son parcours professionnel ou pour toute autre raison reconnue par l'Autorité territoriale.

Délibération :

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20,

- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;
- Vu la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;
- Vu l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique ;
- Vu le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 modifié relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie, notamment son article 9 ;
- Vu l'avis du comité technique en date du 2 juin 2021,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

VALIDE

le projet de formation professionnelle en Technicien PNL demandé par notre agent Mme MORETTO-INGHIRAMI Catherine, au service Petite Enfance.

CONSIDÈRE

cette formation comme incluse dans un projet de service qui permettra d'acquérir des outils concrets pour améliorer la façon de communiquer, de découvrir comment utiliser les ressources et actualiser le potentiel de l'agent, de développer une plus grande flexibilité comportementale et d'apprendre à mettre ces méthodes en pratiques dans la vie professionnelle.

Cette formation devra permettre au service de développer ses compétences relationnelles, le traitement de l'information reçue, l'élaboration d'objectifs et de diagnostiquer et traiter un problème qui empêche d'atteindre un objectif.

AUTORISE

Monsieur le Maire à signer la convention.

DIT

que les jours de formation effectués sur le temps de travail de l'agent seront décomptés de son droit au C.P.F.

PREND EN CHARGE

les frais supplémentaires pédagogiques dans leur totalité à savoir : 2.748 €.

NE PREND PAS EN CHARGE

les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement.

PRÉVOIT

la dépense au budget au compte 6184-511.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,



Michel VENIAT

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du

par sa publication en date du

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.